



Maternelle

Une vraie école avec de la place pour les 2 ans... pour **combien** de temps ?



La France a la chance de disposer d'une école maternelle publique et gratuite, enviée par tous les pays du monde.

Les enfants y sont accueillis à 3 ans, voire dès 2 ans lorsque les familles le souhaitent et qu'il y a des possibilités.

Dans cette école, guidés par les enseignants, les enfants apprennent et se construisent.

Mais le gouvernement a décidé de supprimer 13 500 emplois d'enseignants à la rentrée 2009. Là où dans l'école nous voyons tous des enfants, il y voit, lui, des économies à faire. Et tout spécialement à l'école maternelle, en particulier pour les tout-petits !

Exagération ?

- Rentrée 2002 : 37% d'enfants de 2 ans scolarisés.
- Rentrée 2008 : plus que 22%.

À ce rythme, quand le gouvernement s'attaquera-t-il au reste de l'école maternelle ? D'autant que, si dans la pratique 100% des enfants de 3 ans sont scolarisés, aucune obligation légale n'impose à l'État de le faire.

Stop : assez de cette incertitude !

Le SE-UNSA demande que la scolarité obligatoire commence à 3 ans et que, dans le cadre d'une politique d'accueil de la petite enfance, l'école maternelle reste une offre possible pour les 2 ans.



Programmes

Gavage ou apprentissage ?

Les programmes scolaires, c'est important. Ils fixent ce que tout enfant, où qu'il habite, doit connaître et savoir faire.

L'an dernier, le gouvernement a brutalement modifié ceux de l'école sans demander l'avis de qui que ce soit. Nous, enseignants, nous efforçons de faire au mieux pour vos enfants, mais ces programmes sont de très mauvais outils !

Là où il faudrait que l'enfant soit acteur de ses apprentissages, le gouvernement le considère comme un récepteur passif. L'enfant n'est pas une éponge qu'il suffit de jeter dans l'eau pour qu'elle s'imbibe !

Pour apprendre, il faut aussi comprendre, faire soi-même, pas seulement répéter. Là où il faudrait des programmes proportionnés pour être véritablement acquis par tous, le gouvernement les a surchargés.

Deux heures de classe en moins par semaine avec la suppression du samedi, plus de choses à faire apprendre : cherchez l'erreur !

Stop, assez de démagogie. Apprendre, ce n'est pas si simple !

Nous avons besoin de programmes conçus dans l'intérêt des élèves, pas d'une lubie imposée d'en haut.



École : et quand l'enfant est en échec ?

La mission de l'École, c'est de faire réussir tous les élèves. Cela veut dire que, lorsqu'il y a une difficulté, l'École doit pouvoir y remédier.

• **Une difficulté passagère** ? Nous nous efforçons d'y répondre dans la classe, mais il faudrait apporter aux élèves concernés une aide plus individualisée.

Or, dans les collèges et lycées, le ministère n'a construit aucun dispositif. Quant aux écoles, l'organisation de « l'aide personnalisée » décrétée par le ministère allonge la journée scolaire, au risque de fatiguer davantage les élèves. Nous pensons qu'elle serait beaucoup plus efficace dans le temps de classe.

• **Une difficulté plus importante** ? Il faut à ce moment-là des aides spécialisées.

Dans les écoles, c'est le travail des Réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (Rased).

Or, le budget 2009 supprime 1500 emplois d'enseignants spécialisés, un tiers des Rased !

Et les enfants en difficulté dans tout cela ? C'est sur leur dos que se font les économies !

Stop : ensemble, exigeons le maintien des Rased !



À l'abandon

Dans la continuité de l'école, le collège est un moment clé de la scolarité obligatoire. Sa spécificité, c'est d'accueillir des élèves à un moment particulièrement délicat de leur développement, celui de la préadolescence.

Naguère « maillon faible » du système éducatif et à ce titre légitime objet d'attention, le collège a disparu des préoccupations ministérielles.

Avec l'école, le collège doit désormais faire acquérir à tous un socle commun de connaissances et de compétences. Pour cela, des outils nouveaux étaient promis : des livrets de compétences, une redéfinition du brevet... Tout est au point mort !

En revanche, lorsqu'il s'agit de faire des économies, le gouvernement s'active : à la rentrée 2009, les collèges devraient accueillir 8000 élèves de plus avec 4700 emplois en moins.

Stop ! Le collège doit être enfin mis en capacité de remplir son rôle. Si, avec l'école, il doit faire acquérir à tous le socle commun, qu'on lui en donne enfin les moyens, en postes et en organisation pédagogique !